

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°45 - mars 2010

SOMMAIRE

Liberté d'expression et internet. pages 2-3

Démocratie. Liberté religieuse. pages 3-4

Les avocats. L'Appareil judiciaire. page 4

Conflits du travail. Condition ouvrière. page 4

Mouvements de masse. Conflits fonciers. page 5

Minorités ethniques. page 5
 Xinjiang
 Question Tibétaine

Hongkong Macao page 6

Informations diverses. page 6
Bibliographie.. page 7
Sources d'information. page 7

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

Compromis en demi teinte avec la liberté sur l'internet.

Après neuf semaines d'efforts de conciliation, Google tient ses promesses du mois de janvier et refuse depuis le 22 mars de se plier aux exigences de la [censure chinoise](#). Il redirige ses clients vers le Google de Hongkong, qui échappe à la censure. Ce premier pas contre la mainmise d'un Etat répressif sur l'internet national mérite un salut. Mais Google ne quitte pas la Chine ; il y maintiendra ses liaisons commerciales et ses activités de recherche et développement. De leur côté, par un tour de passe-passe, les autorités chinoises garderont sans doute en grande partie leur maîtrise de la toile car elles sauront filtrer les interrogations parties vers Hongkong, bloqueront l'accès aux informations sensibles et maintiendront une menace sur les questionneurs.

La solution du conflit de janvier est donc – en apparence – de type gagnant-gagnant pour les deux parties : gagnant pour Google qui maintient sa présence et une partie de ses activités lucratives ; gagnant pour le parti qui n'aurait pu résister longtemps à la vérité rétablie sur des millions d'écrans de son histoire ancienne ou récente. Il y a quand même un perdant : une population de plus d'un milliard d'hommes, chinois ou non, qui devront en majorité se contenter des vérités, semi-vérités et contrevérités que le parti a choisi de leur diffuser, car il leur sera difficile d'aller s'informer dans l'ancienne colonie britannique sans risquer des sanctions.

Preuve que le parti n'a pas lâché grand-chose : le Département central de la propagande a imposé le 22 mars aux médias de mentionner la décision de Google en reprenant exclusivement les termes choisis par l'agence officielle Xinhua. L'administration accroît en outre ses exigences en matière de contrôle des sites, multipliant depuis quelques mois les demandes de documents et les formulaires à remplir. Les attaques de sites par les « bricoleurs » (hackers) se multiplient depuis décembre et apparemment, les autorités chinoises ne peuvent ou ne veulent les prévenir, tout en prétendant avec beaucoup d'aplomb, n'y être pour rien.

Cette brèche ouverte par Google permet toutefois d'en espérer d'autres. Un groupe américain (GoDaddy) vient d'annoncer le 24 mars qu'il ne proposerait plus de noms de domaines chinois en raison du contrôle des bureaux de censure et parce qu'il ne veut pas se comporter en « agent du gouvernement chinois ». Reporters sans frontières demande à Yahoo et à Microsoft de suivre ces exemples.

Autre point positif : le différend contribuera à éclairer les cybernautes sur les contrôles et les obstacles qu'on leur impose dans leur quête d'informations. Selon une enquête rapportée par le Comité de protection des journalistes, le pourcentage des cybernautes conscients de l'existence d'une censure est passé en deux ans de 5% à 20%. Tout porte à croire que le nombre des utilisateurs d'Internet désireux d'échapper aux contrôles croît au même rythme. En effet, le 22 mars, le nombre des consultations des sites permettant d'escalader le mur de la censure (fanqiang) a tout simplement triplé en un seul jour et il était six fois plus élevé qu'au premier mars.

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Liberté d'expression et internet.

22 mars

Google déménage à Hongkong son moteur de recherche. (Cf. éditorial). (Reporters sans frontières, 22 mars)

L'association des écrivains chinois demande instamment à Google de respecter ses engagements au sujet des droits de copie, en particulier pour les huit mille œuvres chinoises scannées sans l'autorisation de leur deux mille six cents auteurs. (Xinhua, 22 mars)

17 mars

L'Office d'information central du Bureau de la propagande a interdit de faire référence à la distribution de vaccins toxiques survenue dans la province du Shanxi. Ces vaccins auraient tué ou handicapé une centaine d'enfants parce qu'ils auraient été stockés à des températures trop élevées. La mise sur le marché serait liée aussi à des affaires de corruption. (Fédération internationale des Journalistes, 18 mars)

16 mars

L'Office d'information central du Bureau de la propagande a interdit aux médias chinois de faire référence au procès – ouvert le 22 mars à Shanghai – concernant quatre employés de la firme Rio Tinto autrement qu'en reprenant les termes de l'agence officielle Xinhua. Les employés sont accusés de détention de secrets d'État et de corruption. (Fédération internationale des Journalistes, 18 mars)

15 mars

L'industrie de la censure internet privée se développe rapidement depuis 2005. Des entreprises en liaison avec des sociétés informatiques suppriment, à la demande des firmes concernées, les informations négatives circulant sur certains produits ou prestations. Ces effacements sont en théorie illégaux mais il est aisément de trouver sur l'Internet chinois les firmes qui s'en chargent. Les pouvoirs publics y recourraient à l'occasion s'ils estiment qu'une information est dangereuse. C'est ainsi qu'auraient disparu nombre d'alertes sur le lait empoisonné de la firme Sanlu, avant d'aboutir au scandale national de 2008. Les sociétés peuvent aussi se limiter à cacher les informations négatives dans les dernières pages ouvertes par les moteurs de recherche, rendant ainsi leur consultation improbable. (South China Morning Post, 16 mars)

11 mars

Selon le directeur du bureau de lutte contre les publications illégales et la pornographie, les autorités chinoises ont au cours des cinq derniers mois fermé ou bloqué 140.000 sites WAP qui offraient de la « pornographie » aux détenteurs de téléphone portable. (Xinhua, 15 mars)

4 mars

Un député du Guangxi propose la criminalisation des actions menées par les pétitionnaires, notamment crier des slogans, déployer des bannières, distribuer des tracts, organiser des manifestations assises ou des rassemblements illégaux. Les sanctions iraient de trois ans à quinze ans d'emprisonnement. (Nanfang Dushi Bao, 11 mars)

3 mars

L'association des Mères de Tiananmen a lancé, comme les années précédentes, un appel aux autorités chinoises pour qu'elles laissent le débat s'ouvrir sur les événements du 4 juin 1989 au lieu de les traiter comme le régime souhaite qu'ils soient présentés et oubliés au fil des années. Elles demandent notamment l'accès aux informations disponibles à l'étranger et que la censure chinoise n'a cessé de bloquer. (H.R.I.C., 10 mars)

2 mars

Plus d'un millier de pétitionnaires se sont présentés au Bureau des plaintes de la capitale, en cette période de sessions des deux assemblées. La police et les fonctionnaires locaux les ont tenus à l'écart, gardés sous surveillance. Il y eut aussi quelques détentions. (Epoch Times, 3 mars).

Une députée de la Conférence consultative a proposé la fermeture de tous les cybercafés pour protéger les jeunes de la pornographie et des jeux vidéos et pour éviter qu'ils y perdent leur temps. Il y a environ 140.000 cybercafés ; ils permettent un large accès à l'Internet car la majorité des individus ne peut s'offrir un ordinateur personnel. La proposition de Yan Qi a provoqué de vives attaques de son site par les cybernauts en colère. (South China Morning Post, 4 mars)

- 1 mars**
- La police a mis en garde de nombreux militants des droits civiques contre toute initiative qui pourrait troubler le déroulement des deux sessions parlementaires.** Citons notamment le chrétien Fan Yafeng, invité la veille à supprimer un séminaire prévu pour le 27 février et à ne plus enseigner la Bible chez lui ; le militant Chen Ziming, actif dans le mouvement démocratique de 1989 ; l'avocat Teng Biao ; la présidente du mouvement des Mères de Tiananmen Ding Zilin ; la pétitionnaire de Shanghai Shen Peilan, arrêtée le 7 mars pour une semaine. Liu Xia, l'épouse du fondateur de la Charte 08 Liu Xiaobo, est toujours sous surveillance policière constante. La police procède à de nombreux contrôles d'identité aux abords des gares. (SouthChina Morning Post, 1 mars ; H.R.I.C.)
- 26 fév.**
- L'administration refuse d'enregistrer l'Alliance pour les pétitions et la défense des droits.** Crée en octobre 2009, elle compterait plusieurs dizaines de milliers d'adhérents. (Boxun, 26 février)
- 26 mars**
- Démocratie. Liberté religieuse.**
- Pour s'être prononcée sur les droits de l'homme et sur la liberté d'expression ainsi qu'en faveur de Liu Xiaobo, l'universitaire et critique de film Cui Weiping n'a pu se rendre aux États-Unis pour y prononcer des conférences à Harvard et Philadelphie.** Le premier mars, l'écrivain dissident Liao Yiwu n'avait pu se rendre au festival littéraire de Cologne (10-20 mars). Après l'avoir fait descendre de l'avion, la police l'a interrogé pendant plusieurs heures. Liao avait écrit en février à Mme Merkel pour lui demander de faciliter sa venue en Allemagne, mais en vain. La police avait déjà interdit à Liao de se rendre à la foire du Livre de Francfort en octobre 2009. (New-York Times, 26 mars ; H.R.I.C., 1 mars)
- 13 mars**
- À la veille des sessions de l'Assemblée populaire et de la Conférence consultative, la Commission centrale de Science politique et de Droit a défini les « trois forces internes » qui mettent en péril la stabilité sociale du pays.** Ils s'agit des organisations défendant les droits du personnel militaire, des syndicats ouvriers clandestins et des groupements de paysans pétitionnaires. Ces « trois forces » s'ajoutent aux « cinq maux » (indépendance du Xinjiang, indépendance du Tibet, indépendance de Taiwan, le groupe du Falungong et les mouvements démocratiques). (Ming Pao, 13 mars).
- 12 mars**
- L'administration chinoise renforce depuis ce mois de mars son contrôle sur les organisations non gouvernementales chinoises et sur les donations étrangères** qu'elles peuvent recevoir. Elle refuse à certaines de les enregistrer comme organisations non lucratives, ce qui les conduit à s'inscrire comme société et à payer des impôts. Elle impose de présenter les documents d'enregistrement du donateur étranger et un acte notarié de donation. Elle a même exigé une fois la présence physique en Chine du donateur lors de la réception des fonds. Les groupes religieux doivent obtenir une autorisation pour recevoir des transferts externes. Les O.N.G. liées à l'administration échappent à ces réglementations.
- 6 mars**
- À l'approche de l'exposition de Shanghai, Yang Chenzong, député et professeur à l'Université Donghua de Shanghai, suggère d'organiser le départ de tous les travailleurs migrants issus des campagnes,** afin d'éviter des « incidents destructifs » qui dégraderaient l'image de la ville et de la Chine. Ces millions d'ouvriers qui ont contribué à la croissance de l'agglomération et à la construction des pavillons de l'exposition reçoivent de faibles salaires et travaillent dans des conditions souvent dangereuses. (South China Morning Post, 10 mars)
- 4 mars**
- La publication le premier mars d'un éditorial conjoint de treize journaux demandant la fin du système d'enregistrement des foyers (hukou),** qualifié d'obsolète, d'inconstitutionnel et de contrevenant aux droits de l'homme a provoqué une vive réaction du gouvernement. Les dirigeants de l'Observatoire économique (Jingji Guangcha bao) ont reçu des injonctions disciplinaires ; un directeur adjoint aurait perdu son poste. Les sites Internet ont reçu l'ordre de ne pas mentionner l'éditorial. Le système du hukou date de 1958 ; il a pour objet de réduire la migration des campagnes vers les villes. Il est en partie à l'origine de l'écart grandissant des niveaux de vie entre les zones rurales et les ensembles urbains. (Ming Pao, 4 mars ; South China Morning Post)

4 mars

Condamnation à un an et demi de rééducation par le travail de la militante Mao Hengfeng. Elle était détenue depuis le 23 février pour avoir protesté le 25 décembre 2009 devant le tribunal où comparaissait Liu Xiaobo, l'un des rédacteurs de la Charte 08. Elle venait d'achever en novembre 2008 une peine d'emprisonnement de deux ans et demi. La même condamnation frappe Tong Guojing pour avoir participé à une réunion de cent personnes en janvier 2010. Il avait aussi protesté (le 23 décembre 2009) devant le tribunal qui jugeait Liu Xiaobo. (H.R.I.C., 9 mars)

Les avocats. L'appareil judiciaire.

28 mars

L'avocat Gao Zhisheng, disparu depuis le 4 février 2009 et dont on était sans nouvelles, a pu s'entretenir par téléphone avec un journaliste de l'agence Reuter ainsi qu'avec les avocats Li Heping et Teng Biao. Il aurait pu parler à sa famille, réfugiée aux États-unis. Il dit avoir été remis en liberté, il y a six mois. Néanmoins ses réponses ont semblé à ses interlocuteurs assez imprécises ou évasives, laissant à penser qu'il était surveillé.

20 mars

Report du procès de trois cybernautes, suite à la protestation de leurs partisans devant un tribunal de Fuzhou (Fujian). Ils avaient été arrêtés en juillet 2009 quelques semaines après avoir diffusé un clip vidéo concernant le meurtre après viol d'une jeune femme de Fuzhou. Selon la vidéo, la police aurait refusé d'enquêter pour des raisons de corruption. (South China Morning Post, 20 mars)

16 mars

Les autorités chinoises annoncent que l'avocat Gao Zhisheng, disparu depuis février 2009, avait été condamné et emprisonné pour « subversion du pouvoir d'État », sans fournir plus de détails. Le ministre des Affaires étrangères affirme qu'il n'est pas torturé. (R.T.H.K., 16 mars)

Conflits du travail. Condition ouvrière.

28 mars

L'inondation de la mine Wangjialing près de Linfen dans le district de Xiangning (Shanxi) a bloqué 153 mineurs dans les galeries. 109 ouvriers avaient pu s'échapper au début de la catastrophe. (Xinhua, 28 mars)

15 mars

Un incendie survenu dans la mine Dongxing de la ville de Xinmi, près de Zhengzhou (Henan) a fait vingt-cinq morts. Les victimes sont toutes des travailleurs migrants venus de la campagne. La mine n'avait pas l'autorisation d'exploiter. (Xinhua, 16 mars).

14 mars

Arrêt des efforts pour sauver les trente et un mineurs bloqués dans la mine Luotuoshan de Wuhai en Mongolie intérieure. Une inondation avait envahie les galeries le premier mars. La mine appartient au groupe Shenhua, le plus gros producteur de charbon du pays. En 2009, la Mongolie intérieure a dépassé le Shanxi pour devenir la plus importante région charbonnière, avec une extraction de 637 millions de tonnes. (Xinhua, 14 mars)

14 mars

Selon le rapport annuel de la Cour suprême destiné à l'Assemblée populaire, le nombre des conflits du travail traités par les tribunaux s'est élevé à 317.000 en 2009, en progression de 10,8% sur l'année précédente. Le chiffre de 2006 n'était que de 126.000. Il semble que les conflits portent principalement sur les salaires impayés ou payés avec retard, les indemnisations et les cotisations sociales. L'augmentation des recours entraîne un engorgement des tribunaux. (China Labour Bulletin, 12 mars)

2 mars

Plus d'un millier d'ouvriers retraités ont manifesté à Shenzhen (Guangdong) devant les bâtiments municipaux pour obtenir un relèvement de leurs pensions. (R.F.A., 2 mars)

26 fév.

Plus de deux mille ouvriers d'une fabrique de meubles se sont mis en grève à Dongguan (Guangdong) pour obtenir un relèvement de salaires. (Nanfang Dushi Bao, 27 février)

Mouvements de masse. Conflits fonciers.

18 mars

L'empoisonnement au cadmium en provenance d'une usine de métaux lourds continue de faire des morts à Zhentou (Hunan) en dépit des protestations de masse de l'année dernière (sept affrontements avec la police depuis juillet 2009). Les autorités locales ignorent les revendications des habitants, rejettent leurs pétitions et achètent leur silence par un versement de 48.000 yuan par décès.

Un scandale de même nature a éclaté à Jiahe (Hunan) où deux cent cinquante enfants souffrent de saturnisme mais où la fonderie responsable continue de fonctionner malgré trois décisions de fermeture. Selon un rapport officiel, 30% des enfants du Yunnan âgés de moins de 14 ans souffrent de la maladie du plomb. (South China Morning Post, 18 mars)

14 mars

Dans la ville de Neijiang, district de Longchang (Sichuan), quatre-vingt-quatorze personnes dont quatre-vingt-huit enfants souffrent d'empoisonnement au plomb. La découverte du saturnisme est due au hasard. Les autorités ont ordonné la fermeture de l'usine productrice de plomb. (Xinhua, 14 mars)

7 mars

Violents affrontements entre paysans de Meitian et de Gangkou, deux villages de l'agglomération de Jieshi, près de la ville de Lufeng (Guangdong). Les villageois s'opposent sur la construction d'une route. (South China Morning Post, 10 mars)

Minorités ethniques.

XINJIANG

27 fév.

À l'approche de l'exposition de Shanghai, le dispositif policier se renforce dans les régions han voisines à forte population ouïghoure. Tel est le cas de la ville de Yiwu, au Zhejiang dont l'immense Centre de commerce international est étroitement surveillé par des agents de la sécurité. (South China Morning Post, 27 février)

27 fév.

Au Xinjiang, la tendance s'accentue de recruter du personnel han parlant la langue ouïghoure au lieu d'employer du personnel ouïghour. La discrimination s'opère parfois par l'exigence d'une maîtrise parfaite de la langue chinoise. (South China Morning Post, 27 février)

QUESTION TIBETAINE

22 mars

Selon Reporters sans frontières, une cinquantaine de Tibétains ont été condamnés pour avoir fait parvenir à l'étranger des informations, des photographies ou des vidéos concernant les manifestations de mars 2008. La majorité des envois est passée par l'Internet. Parmi les dernières condamnations et arrestations, les cybernauts Dasher (fin février 2010, 10 ans de prison pour « séparatisme ») ; Tashi (arrêté mi-février 2010 pour contact avec l'étranger) ; Gyaltsing (décembre 2009, trois ans de prison pour communication d'information). (R.S.F., 22 mars)

22 mars

La Cour suprême du Népal a remis en liberté trois Tibétains accusés de menées antichinoises. Vingt et un sont en détention sous le même chef d'accusation.

19 mars

Des élèves des écoles secondaires ont défilé dans plusieurs villes du Gansu peuplées de Tibétains, pour l'anniversaire des émeutes du 14 mars 2008. Par précaution, les visites touristiques du Tibet ont été supprimées ce mois de mars. (South China Morning Post, 19 mars)

Hongkong - Macao

12 mars

La police du territoire s'est entretenue pendant trois heures avec le fondateur d'une association d'amitié sino-tibétaine, Li Kaihsia. Elle lui a conseillé de dissoudre son association. La procédure d'enregistrement de cette dernière a été retardée d'une manière inhabituelle. (Apple Daily, 12 mars)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

26 mars La sécheresse affecte au Yunnan une population de vingt-quatre millions de personnes. La production de céréales de printemps devrait s'abaisser de 60%. (China daily, 26 mars)

20 mars Un dixième de l'huile utilisée dans la restauration serait de l'huile déjà utilisée puis recyclée, affirme un scientifique spécialisé dans l'industrie agro-alimentaire. L'huile recyclée contient de l'aflatoxine, substance toxique et cancérogène. (Aujourd'hui la Chine, 20 mars)

18 mars Selon le chef du bureau de la Sécurité nationale de Taiwan, 70% des exercices militaires de 2009 étaient liés au conflit avec l'île de Taiwan. Les sites internet du gouvernement auraient été attaqués à plus de 14.000 reprises, soit quatre fois le nombre de l'années 2008. La Chine entend se doter d'une aviation de combat d'ici à 2015. (Taiwan News website, 19 mars)

11 mars Selon le Bureau océanique chinois, 177.000 kilomètres carrés de côtes sont en dessous des normes de qualité de l'eau. La surface s'est accrue de 7,3% depuis 2008. Les zones les plus touchées sont les golfes du Liaodong, de Bohai, de Hangzhou, l'embouchure du Yangtze et de la Rivière des Perles. (Xinhua, 11 mars)

5 mars Le budget des dépenses militaires augmente de 7,5% en 2010. L'effort principal portera sur la modernisation de l'armée (mécanisation et informatisation). La croissance des années précédentes dépassait 10%. (Xinhua, 5 mars)

27 fév. Déclaration du premier ministre Wen Jiabao sur un forum Internet : « Chaque année, cent cinquante millions de travailleurs migrants quittent leur logement rural en quête d'un travail en ville ; vingt-quatre millions de chômeurs urbains recherchent un emploi et les effectifs de diplômés du supérieur vont atteindre cette année le chiffre record de 6,3 millions, ce qui tendra encore la situation de l'emploi ». (Xinhua, 27 février)

BIBLIOGRAPHIE.

- **China's Labour Dispute Resolution System. CHINA LABOUR BULLETIN.** Etude datée du 26 novembre 2009. Accessible sur le site du China Labour Bulletin : www.clb.org.hk/en/node/100618
- Nous signalons avec retard le rapport suivant de Human Rights without Frontiers, œuvre collective traitant de la peine de mort, de la liberté religieuse, des questions d'environnement, de la politique de l'enfant unique, des questions tibétaine et ouïghoure ainsi que des réfugiés nord-coréens.
Human Rights in China after the Olympics. HUMAN RIGHTS WITHOUT FRONTIERS.
96 pp. en anglais. Juin 2009. 19€95

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».